

COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



LE KOSOVO : une nouvelle réalité ou un passé déjà vu ?

Présenté par lcl Liçaj.

PARIS

Février 2000

FICHE DE PRESENTATION

Titre : Le Kosovo une nouvelle réalité ou déjà vu !

Auteur : Lcl Liçaj

Remis le : 21 juin 2000

Division : A

Mémoire d'étude dirigée de géopolitique.

Résumé : Le Kosovo est un région albanaise qui à cause de l'injustice du passé souffre sous le régime criminel de Miloseviç .L'histoire montre que les Albanais en général et l'Albanais du Kosovo sont autochtones à leurs terre, et les serbes sont arrivés au 7 siecle . Après 1913 et jusqu' à aujourd'hui la population albanaise du Kosovo a été mal traitée ,les Albanais du Kosovo ont vécu dans une situation coloniale .Mais on doit attendre jusqu'au 15 janvier 1999 où la tension atteint son comble avec le massacre de 45 Albanais du Kosovo dans le petit village de Racak.

Le quatre février s'ouvre à Paris le sommet de Rambouillet. A l'issue de ce sommet peu fructueux, le groupe de contact enregistre un accord de principe des deux délégations sur une autonomie substantielle de la province.

A mon avis il y a une contradiction évidente dans cet accord qui pose le principe de la souveraineté et de l' intégrité de la Yougoslavie, mais tout en stipulant la présence d' une administration internationale et de forces de l'Otan. On a donc d' un coté le jeu diplomatique, la recherche d' un équilibre entre les différentes parties Serbes ,Russes et ,disons le , les démocratie relevant de ce qu' on appelle la communauté internationale et ,de l' autre la réalité sur le terrain. Celle-ci je pense débouchera progressivement sur une situation nouvelle et sur un statut modifié.

Mots clés :Kosovo, Milosevic, Racak, Rambouillet, Albanais, OTAN

PLAN DU MEMOIRE

PREMIERE PARTIE

1 ;1 :1 : introduction

1 :1 :2 : géographie et topographie

1 :1 : 3 : l' histoire

DEUXIEME PARTIE

2 :2 :1 : la propagande serbe.

2 :2 :2 : le Albanais et les grandes puissances .

2 :2 :3 : les trois actes du drame albanaise.

TROISIEME PARTIE

3 :3 :1 : le Kosovo dans les projets –programmes serbes.

3 :3 :2 : le Kosovo après la Seconde Guerre mondiale.

3 :3 :3 : les conceptions des Etats balkaniques quant à la solution de la question du Kosovo .

Conclusion.

LE KOSOVO : une nouvelle réalité ou un passé déjà vu ?

Première partie

1 :1 :1 : Introduction

Le plus grand écrivain de la renaissance nationale albanaise, Naim Frashëri, pensait que Dieu avait donné aux Albanais des plaines fertiles où ils pourraient se nourrir abondamment ; de vastes mers pour se relier au monde extérieur et en tirer richesses et amis ; des alpages et des montagnes pour y élever leur bétail. Mais l'histoire a joué un jeu des plus injustes avec le trésor naturel attribué au peuple albanais ; les plaines plus fertiles ont été données à d'autres qui en retirent les fruits ; la mer ,au lieu de le relier au monde extérieur et de lui apporter richesses et amis, a souvent servi à lui amener des occupants et à l'exiler loin de sa patrie ; les alpages et les montagnes lui ont plus fréquemment servi à se cacher de nouveaux occupants qu' à y mener le bétail ! Dans le purgatoire de l' histoire balkanique les Albanais ont donc été relégués dans le dernier cercle et beaucoup d'entre eux sentent qu' ils y sont aujourd'hui encore : ils sont en effet un peuple qui n' a pas connu le bonheur de l'union, un peuple dont la moitié ne jouit pas du droit de décider lui –même de son destin, un peuple qui par suite d'un partage forcé de ses hommes et de sa terre, est resté à la traîne dans tous les aspects du développement de la vie matérielle, de la civilisation urbaine et du bien – être, un peuple qui est le plus pauvre d' Europe et que la pauvreté autant que l'oppression politique contraignent toujours à s'exiler à travers le monde

De nombreux auteurs étrangers ont écrit sur la question albanaise : journalistes, publicistes, historiens, géographes, ethnographes, linguistes, etc. Certains avaient de bonnes intentions et d' autres des visées fort douteuses ; certains étaient absolument objectifs et d' autres on ne peut plus partiaux, à l'égard des Albanais, comme le journaliste français Francis Delez qui écrivait, dans son essai sur les Aspiration de l' Europe, paru en 1912 : « Nous connaissons mieux le désert du Sahara ou du Tibet que l' Albanie »

Il y a quelques années tout le monde s'était préoccupé de trouver une solution albanaise : les Etats comme les intellectuels les rois comme les républicains, les démocrates comme les dictateurs .Et tous l'ont résolue différemment, en fonction de leur politique, en fonction de l'idéologie ou des croyances auxquelles ils se rattachent, en fonction des circonstances historiques, des intérêts économiques et stratégiques du moment.

Mais on doit attendre jusqu' au 15 janvier 1999 où la tension atteint son comble avec le massacre de 45 Albanais du Kosovo dans le petit village de Racak. La communauté internationale va alors lancer un processus de négociations pour trouver une solution politique à ce conflit.

Le 4 février s'ouvre à Paris le sommet de Rambouillet qui réunit les représentants de la République fédérale de Yougoslavie et les représentants des Albanais du Kosovo. A l'issue de ce sommet peu fructueux, le groupe de contact enregistre un accord de principe des deux délégations sur une autonomie substantielle de la province.

Le 15 mars s'ouvre une nouvelle phase de négociations à Paris. Au bout de trois jours, la délégation des Albanais du Kosovo signe l'accord de Rambouillet, mais les Serbes refusent de signer un accord de paix. Le 24 mars l'action militaire de l'Alliance est déclenchée. L'OTAN commence une campagne de bombardements quotidiens sur la RFY, qui durera jusqu' au 10 juin soit 79 jours. Les pays occidentaux sont maintenant convaincus de la nécessité d'éviter l'erreur commise en Bosnie. Lorsqu' un conflit apparaît dans cette région, on ne doit pas attendre quatre ans avant de chercher à le régler. Au contraire il faut agir sans perdre de temps et se montrer prêt à employer la force, le cas échéant, pour contraindre les parties en conflit à accepter une solution susceptible de ramener la paix dans la région .

Quelle solution ? Les chancelleries occidentales jugent également dangereuses les deux options extrêmes : le maintien de la situation d'oppression ; et l'indépendance éventuelle du Kosovo. En termes de morale et de droit, l'oppression actuelle est un déni des droits de l'homme : l'indépendance, elle, porterait atteinte au principe de conservation des frontières existantes qui a présidé au règlement du conflit en Bosnie et en Croatie. En termes de réalités géopolitiques, l'oppression déboucherait sur une révolte générale des Albanais et sur des flots de réfugiés qui pourraient déstabiliser la Macédoine voisine où les tensions sont déjà vives entre populations macédonienne et albanaise. L'indépendance du Kosovo aboutirait au même résultat parce que les Albanais de Macédoine seraient attirés par le nouvel Etat. Or, la déstabilisation de la Macédoine entraînerait dans le conflit tout le sud des Balkans : Albanie ,Bulgarie, Grèce, Turquie ...

Alors quelle peut être la meilleure solution pour les Albanais du Kosovo ?

1 :1 :2 : Géographie et topographie

Situé au cœur de la péninsule Balkanique, le Kosovo présente un relief montagneux sur 63% de sa superficie .le reste de l'espace est occupé par des plaines et des vallées fluviales.

Les montagnes sont en majorité situées en périphérie encerclant des plaines karstiques. Ce type de relief est appelé « Polje », terme que l'on retrouve souvent dans la toponymie de la région.

A l'ouest de la plaine Kosovo à la frontière de l'Albanie et du Monténégro, les massifs font partie des Alpes Albanaises et plus globalement de la chaîne des Dinarides. Ces massifs sont constitués de la chaîne Mokra-Gora au Nord-Ouest dont les hauteurs atteignent environ 2300m (point culminant : 2381 m). C'est sur cette chaîne que l'on rencontre les altitudes les plus élevées et les pentes les plus fortes .

Au Nord, à la frontière entre le Kosovo et la Serbie, le massif « Kopaonik » atteint des altitudes d' environ 2000m(point culminant : 2030m). A l'Est entre la vallée de l'Ibar et la frontière avec la Serbie, d' autres chaînes montagneuses ont une altitude d'environ 1000 m (point culminant : 1441 m) Enfin, au Sud, le massif du Sar Planina dont les altitudes sont comprises entre 2000 et 2700 m marque la frontière avec la Macédoine

Le Kosovo est donc encerclé par des massif montagneux, mais il est aussi traversé en son centre par une chaîne montagneuse de direction Nord / Sud dont les altitudes culminent à environ 1000.m (point culminant 1723m). Cette chaîne de montagne compartimente l'espace avec à l'Ouest la plaine de la Metohija et à l'Est la plaine Kosovo qui correspond à la vallée de l'Ibar. La plaine de la Metohija a des altitudes comprises entre 400 et 600 mètres .Elle est drainée par le Drin blanc qui la traverse en son centre du Nord au Sud .Les villes les plus importantes sont Peç au Nord et Dakovica au centre. La vallée de l'Ibar et de son affluent, la Sitnica s'étend sur 10 kilomètres de large entre les villes de Kosovska - Mitrovica au Nord et Urosevac au Sud .

Le Kosovo mot qui signifie le « Champ des merles » n'est pas seulement une région montagneuse mais aussi l'une des plaines les plus fertiles des Balkans C'est aussi une région riche en minéraux. On y trouve de l'argent, de l'or, du cuivre, du plomb en grande quantité. Cette région a aussi une importance stratégique dans les Balkans. Sous l'Antiquité, toutes les routes commerciales qui reliaient l'Orient à l'Occident passaient par les Balkans. Dans ce carrefour incontournable, les intérêts des uns et des autres se recoupaient ou s'opposaient et dès qu' un différend d'ordre commercial survenait, il se réglait par les armes. C'est ainsi que l'on a vu l'empire ottoman partir en guerre contre les royaumes européens, l' empire austro-hongrois s'attaquer aux barons locaux, l'islam se heurter au christianisme, les catholiques s'opposer aux orthodoxes et ainsi de suite ...Deux vallées, routes historiques des invasions, forment les axes stratégiques suivies par les armées : à l'ouest, celles du Vardar et de la Morava en Macédoine. C'est là que se sont rencontrées les traditions du Moyen Age : le catholicisme romain, l'orthodoxie byzantine et l' islam sunnite. Les Albanais se sont donc trouvés, bon gré ,mal gré mêlés aux conflits de ces grandes puissances et en conséquence, dans leur parcours historique, ils ont beaucoup plus souvent subi de défaites qu'ils n'ont remporté de victoires.

En raison de cette position géostratégique, les Albanais ont, à différentes époques, été considérés par les grandes puissances comme un peuple appelé à

des rôles géopolitiques différents. C'est ainsi par exemple que, jusqu'à la fin du moyen âge les Albanais furent considérés en Occident comme une digue contre le déferlement de l'Islam. Comme, en quelques siècles, plus de la moitié d'entre eux avaient embrassé la foi musulmane, les Albanais furent regardés en orient comme une digue contre l'extension des intérêts des pays chrétiens dans les Balkans.

Plus tard, à une époque récente, comme ils vivaient dans des territoires importants sur le plan géopolitique et géostratégique, où s'entrecroisaient les intérêts de trois ensembles d'une grande force : l'Empire turc, la monarchie austro-hongroise et l'Empire russe, les puissances européennes attribuèrent aux Albanais, comme aux autres peuples balkaniques d'autres fonctions historiques qu'elles appuyèrent tantôt sur le plan religieux, tantôt sur un plan ethnique. L'Autriche – Hongrie, l'Italie et l'Allemagne espérèrent ainsi, que les Albanais pourraient constituer une digue contre l'extension des Slaves du Sud, qu'on ne pouvait en réalité arrêter, en premier lieu parce qu'ils étaient aidés par une puissance de l'importance de la Russie. Les Albanais ne purent accomplir cette mission et la Serbie ainsi que le Monténégro s'infiltrèrent profondément dans le Sud-Est Balkanique.

Plus tard encore, après la première Guerre mondiale, l'Angleterre et les Etats-Unis ont pu penser que l'Albanie jouerait le rôle de digue contre l'extension du communisme, les Albanais, cependant, n'ont pas joué cette fois encore le rôle qu'on attendait d'eux. Non seulement ils ne construisirent aucune digue contre son déferlement, mais ils ouvrirent tout les grandes portes de leurs kullas à l'élan agressif et destructeur du communisme .

1 :1 :3 : L'histoire

La crise dans les Balkans ne trouve pas son origine dans l'attitude des Albanais, mais dans l'hégémonie et l'ethnocentrisme serbo- slave. Jamais, dans l'histoire des Balkans, les Albanais n'ont déclenché de conflit : ils n'ont pas non plus de raison de le faire dans l'avenir.

Les Albanais sont les plus anciens habitants de la région, leur présence est attestée depuis la plus haute Antiquité. Ils sont des autochtones descendants des Illyriens, ils ne sont pas venus d'ailleurs. Ce fait est reconnu dans l'histoire européenne et par certains historiens. Dans l'Antiquité, le Kosovo était connu sous le nom de Dardania « royaume de Dardania » une province illyrienne qui est devenue une province romaine. Depuis des siècles, les historiens sérieux ont établi sans conteste qu'Albanais et Grecs étaient les plus anciens occupants de la péninsule balkanique. On les considère comme les descendants directs des Illyriens. Dès le 2^e siècle de notre ère, le Grec Ptolémée évoque pour la première fois le peuple des Albanoi, établi dans ce qui constitue aujourd'hui l'Albanie centrale. En 1659, l'un des plus grands génies de l'humanité, l'Allemand Gottfried Leibniz, soutient devant l'Académie de son pays la thèse de l'origine illyrienne de la langue albanaise. Je ne retiendrai que ces deux faits anciens,

parmi des dizaines d'autres, pour montrer que la thèse du caractère autochtone des Albanais n'est pas née d'hier ni n'émane des Albanais ; elle a cours depuis des siècles et on la doit à des éléments neutres.

Les Serbes ne sont arrivés qu'au 7^{ième} siècle. Quand les Serbes sont arrivés dans les Balkans, il est bien évident qu'ils ne les ont trouvés ni déserts ni vierges de toute civilisation, conservés à leur intention. La terre des Balkans n'a rien de désertique : étant l'une des terres les plus fertiles de la péninsule, elle ne pouvait rester inoccupée. Des Albanais, des Grecs, des Roumains peuples autochtones, y vivaient avant comme après l'arrivée des Etats Serbes monténégrins du Moyen Age. Tous les historiens sérieux ou non fussent-ils slaves et serbes, admettent unanimement que les Slaves sont arrivés dans les Balkans aux 7^{ième} et 8^{ième} siècles et que leur établissement s'est poursuivi du 10^{ième} au 12^{ième} siècles. Cette migration slave s'accompagna d'accrochages sanglants avec les anciens habitants Illyro-albanais ; sous la pression des Serbes, ces derniers se replient. Ils vivent encore aujourd'hui dans l'actuel Etat d'Albanie et dans l'Albanie du Nord-Est que l'on nomme aujourd'hui Kosovo et qui se trouve sous domination Serbe

Voyons comment se raconte l'Histoire. Toute la propagande serbe contre les Albanais repose sur la thèse suivante : bien qu'ils ne représentent qu'une minorité au Kosovo (8% environ), les Serbes y ont leur berceau au nom de souvenirs historiques ; en 1389, une grande bataille les opposa aux Turcs, et ils versèrent beaucoup de sang. Selon cette thèse, les Serbes furent les premiers habitants du Kosovo où les Albanais ne vinrent qu'ensuite. Par conséquent, les Albanais sont des étrangers : ils n'ont qu'à se taire ou partir.

Tous cela n'est qu'une imposture montée de toutes pièces. Aucun historien sérieux, aucune source historique fiable n'admet que les Serbes aient été les premiers occupants du Kosovo, et les Albanais des adventices. C'est exactement le contraire, les Albanais ont toujours été là, les Slaves ne sont arrivés qu'ensuite. Et même plus tard !

Dans la propagande serbe actuelle, la bataille du Kosovo est devenue une sorte de joyau, un diamant destiné à rehausser le mythe anti-albanais. Selon cette propagande, la bataille de Kosovo opposa les Serbes chrétiens à l'empire Ottoman. Elle incarna le salut de l'Europe, puisqu'elle barra la route à l'avancée turque. Elle fut si héroïque que les deux commandants ennemis Lazar, prince serbe et Murat 1^{er}, sultan, y périrent. Brodé à la façon des feuilletons, tout cela n'est qu'une grossière mascarade de la vérité. La bataille de Kosovo n'incarne en rien de la lutte entre Serbes et Ottomans, elle ne joua aucun rôle dans le « salut de l'Europe », Elle ne fit au contraire qu'attiser le feu, de plus la mort des deux chefs adverses n'eut rien d'héroïque, tant s'en faut.

Examinons l'un après l'autre ces événements. Tout d'abord, on ne dit pas qui prit réellement part à la bataille. Or les textes historiques désignent tous clairement les participants : d'un côté, les princes des Balkans, alliés : (Serbes,

Albanais, Roumains , Bosniaques) (certains y ajoutent les Croates) ;de l'autre, l'armée de l'Empire ottoman .

Pour usurper leur gloire, les Serbes ont passé tous les autres peuples sous silence (en fait de « gloire », d' ailleurs, celle –ci revient aux vainqueurs, à savoir les Turcs). Or les historiens citent non seulement les participants, mais aussi les noms de cinq commandants en chef de l'alliance balkanique : le prince Lazar, Serbe ; le roi Tvrtko, Bosniaque ; le prince Mircea, Roumain ; les comtes Balsha et Jonima, Albanais. Il est vrai que le prince Lazar fut choisi pour prendre le commandement général ; les Serbes, semble t-il, avaient davantage de troupes, mais les autres aussi étaient présents en force.

On comprendra encore mieux en remplaçant tout cela dans l'histoire des Balkans. Voyons les dates : 1398 bataille de Kosovo. Défaite catastrophique ; tous les pays balkaniques sont à genoux. L' Empire s'apprête à envahir l'Europe ; 1444,bataille fatale contre Tamerlan, l'empire manque de sombrer. Début du 15^e siècle, l' Empire se redresse et refait route vers les Balkans.1444 Gjergj Kastriote, surnommé Skanderbeg par les Turcs, comte albanais que le pape proclame « champion du Christ et défenseur de la chrétienté »,libère l'Albanie. Le sultan Murat 2 se met en campagne pour le châtier. Ayant subi des revers, il est victime d'un coup de sang sur le chemin du retour ; 1453 année noire pour la chrétienté : chute de Constantinople la seconde Rome. Son conquérant, Mehmet 2 Fatih, part soumettre définitivement l'Albanie. En 1478 tombe la dernière forteresse albanaise, Shkodra (quatre -vingt- dix ans après la bataille de Kosovo !) ; quant à la citadelle vénéto - albanaise de Dures, elle tint jusqu'en 1499. Pendant le siège de Shkodra, les conquérants turcs donnèrent l'assaut aux cris de « Rome ! Rome ! »,montrant bien que leur projet d'invasion concernait l'Europe occidentale. An 1500, début du 16^{ième} :l'Empire n'a jamais été aussi près de réaliser son rêve séculaire, l'Europe et la chrétienté.

La bataille du Kosovo devrait rester le symbole de la fraternité des peuples balkaniques, ce qu'elle est en vérité. Malheureusement, elle s'est muée en fantôme assoiffé de sang, un sang qu' il quête parmi ceux qui luttèrent côte à côte.

Mais jusqu'où s'étendaient alors réellement les terres albanaises ? L'Albanie s'étendait au nord jusqu' à Nis, Leskovac et Vranje, à l'est jusqu'à Kumanovo, Priliep et Monastir, au sud jusqu'à Konitsa, Janina et Preveza¹. Ce territoire, selon certains auteurs, couvre une superficie d' environ 70 000 kilomètres carrés², selon d' autres de 75 000kilomètres carrés, selon d'autres enfin de 80 000 kilomètres carrés³. Comme le constate le chercheur français bien connu Ami Boué, ce territoire peut se partager de la sorte : d'une part, le centre ethnique,où les Albanais constituaient la seule population, et d'autre part les

¹ Ami Boué ; La Turquie d'Europe, Paris 1840 ; p 13-14 ; cité d' après – Ceshtja Shqipetare, Rexhep Qosja ; Tirane 1995 p-37.

²Sami Frashëri Dheshkronje, Bucarest 1886 ; cité d'après Ceshtja Shqipetare ,Rexhep Qosja p-29.

³ L.Yelavitich, l' Albanie, Paris 1902 ; cité d'après Ceshtja Shqipetare, R. Qosja 1995 P-30.

parties latérales où les Albanais vivaient en compagnie de représentants plus ou moins nombreux d' autres nationalités : Monténégrins, Bosniaques, Serbes Macédoniens, Turcs Valaques et Grecs ⁴. Les différents auteurs lui reconnaissent des dimensions plus ou moins grandes, mais on peut attribuer au corps ethnique albanais environ 58 000kilomètres carrés.

DEUXIEME PARTIE

2 :2 :1 : La propagande serbe .

La Serbie est l'héritière directe du fameux royaume d' Etienne Dusan ; le peuple serbe et son existence historique sont donc « sous la protection d'un droit historique sacré ⁵ ». C'est la raison pour laquelle il a mission de rétablir le chimérique royaume serbe détruit par les Turcs au 16^e siècle. La « Serboslavie »future comprendra donc, outre la Serbie, des territoires bulgares , les territoires de l'Empire ottoman qu'on désignera plus tard sous le nom de Vieille Serbie, la Macédoine, la Syrmie, la Backa le Banat et la Baranja, la Dalmatie, qui était alors dans le sein de l'Autriche –Hongrie, la Bosnie et l' Herzégovine, territoires turcs qui, ensuite après le Congrès de Berlin passeront sous l' administration austro-hongroise.

Dans le « Projet» d'Ilija Garasanin, on ne parle guère des Albanais, peut-être parce que, de son point de vue, si l' Albanie du Nord existe en tant que territoire, les Albanais n'existent pas en tant que peuple : à la place des Albanais, il n' y a qu' une étiquette albanaise sur une bouteille turque !

Le « Projet » d'Ilija Garasanin est la base des programmes de la politique de « réunion » de la grande-Serbie dans laquelle les noms des Slaves du Sud sont camouflés sous l' appellation « Serbes » ! Pour la réalisation de son « Projet », Ilija Garasanin prévoit l' organisation d'un réseau d'agents bien préparés et dignes de confiance dans les régions voisines, en Bosnie en Herzégovine, au Monténégro, en Albanie du Nord, puis en Slavonie, en Croatie en Syrmie, au Banat et en Backa .Ces agents ont pour devoir de parcourir ces territoires en tous sens afin de savoir quel est leur degré de préparation militaire quelles sont les dispositions de la population pour la guerre, s'ils produisent des armes, si peu que ce soit, où sont les arsenaux. Ils renseigneront en détail la Serbie, qui déterminera sur la base de ces données sa politique envers les régions en question.

Dans le « Projet » d'Ilija Garasin fut élaboré aussi des idées de la « vieille Serbie ». Ce terme pouvait nourrir un peu partout les grandes visions panslavistes !C'est ainsi, par exemple, que le professeurs moscovite Majkov décrit, dans une série d'articles la « vieille Serbie » comme « le lieu de naissance des Serbes » .Le professeur Majkov provoque du même coup la curiosité des

⁴ Ami Boué La Turquie d'Europe p-14 ; Ceshtja Shqipetare R.Qosja p-31.

⁵ Ilija Garasanin Nacertanije, dans Delo 1906, p-99 ; cité Ceshtja Shqipetare R. Qosja p-35.

cercles politiques et intellectuels européens, avant tout celle des cercles anglais et austro-hongrois désireux de connaître le contenu attribué à ce terme. La Serbie se hâta donc de lui trouver un sens, tout particulièrement lorsque le gouvernement russe demanda au gouvernement serbe « de consacrer un exposé spécial à la description de la vieille Serbie et de déterminer la ligne de ses frontières⁶ ». Ce désir du gouvernement russe fut considéré comme une marque de bonne volonté d'un vieux protecteur et le gouvernement serbe y répondit par une brochure, *La Vieille Serbie*, rapidement écrite par l'écrivain serbe George Popovicar- Danicar, publiée d'abord dans la revue *Novine Srpske* (Le journal de Serbie) et traduite par la suite en plusieurs langues européennes.

Dans cette brochure, on démontre, s'il faut en croire ses laudateurs serbes et monténégrins, grâce à des données historiques, ethnographiques, géopolitiques, géographiques et linguistiques, à qui appartient la vieille Serbie et on lui délimite des frontières. On relève, dans les publications serbes à cette époque, trois conceptions de la vieille Serbie ; 1/ La vieille Serbie, c'est le Kosovo et le plateau du Dukagjin. 2/La vieille Serbie, c'est le Kosovo et la Macédoine, soit une grande partie du royaume d'Etienne Dusan. Certains auteurs comme par exemple, celui de l'ouvrage *La ligue albanaise et le peuple serbe dans l' Empire turc (1878-1882)*, Jovan Hadzi Vasiljevic distinguent une vieille Serbie septentrionale et une vieille Serbie méridionale ; 3/ La vieille Serbie, c'est le royaume d'Etienne Dusans à l'époque de sa plus grande extension. Le royaume serbe s'étendait, alors de Shkoder et du fleuve Shkumbin jusqu'aux frontières du royaume bulgare et de Pripolje à Monastir. C'est cette vieille Serbie-là que guigne la Serbie moderne et qu'elle annexera avec l'aide de Dieu de la Grande Russie .

A travers ces différentes conceptions, on peut observer que la future Serbie, telle qu'elle est projetée par la politique étrangère serbe, est une création imaginaire aux contours indéterminés, une création entièrement fictive se composant de terres étrangères et avant tout de terres albanaises et macédoniennes .

La science serbe devient ainsi l' humble servante de la politique expansionniste serbe. Elle devient ainsi une activiste intellectuelle qui joue un très grand rôle dans la transformation des fantômes de la vieille Serbie en un monstre prêt à engloutir bien des vies, notamment celles des jeunes, des femmes et des enfants d'Albanie. Parallèlement à la propagande nationale, la Serbie commence, après le Congrès de Berlin à faire des démarches plus fréquentes et plus audacieuses pour renforcer ses positions politiques dans cette région. Après les paroles, on passe donc aux actes. En 1885, le fils d'Illija Garasanin, Milutin Garasanin, président du gouvernement et ministre des Affaires étrangères, fera des Recommandations, pour le maintien de l'influence serbe en Macédoine et en vieille Serbie qui sont ,en fait ,un programme d' action politique, diplomatique

⁶ Illija Garasanin Nacertanije, dans *Delo* 1906 p-100 ; cité Ceshtja Shqipetare R ; qosja p-36.

éducative, culturelle, entre autres de la Serbie dans ces territoires. Dans ce projet pour la réalisation duquel il avait déterminé le budget nécessaire, il prévoyait

-l'ouverture d'écoles serbes là où pouvait le désirer, c'est-à-dire là où il y avait une enclave serbe,

-le renforcement du rôle de l'Eglise en faveur de la question serbe, c'est à dire l'introduction de l'Eglise dans la propagande et dans les autres actions susceptibles d'aider l'agrandissement de la Serbie en vieille Serbie et en Macédoine .

-L'impression de journaux, de revues de livres et leur diffusion en vieille Serbie et en Macédoine

-L'ouverture d'un bureau particulier au ministère des Affaires étrangères pour s'occuper de la propagande dans ces pays, en vieille Serbie et en Macédoine, pour y installer des consulats .

2 :2 :2 : Les Albanais et les grandes puissances

La politique balkanique de l'AUTRICHE- HONGRIE et celle de la Russie déterminent en grande partie celle des autres grandes puissances européennes. L'Autriche – Hongrie :ennemie au cours de l'histoire de l'Empire turc comme de la pénétration slave dans les Balkans, la monarchie des Habsbourg était d'office l'alliée des Albanais. Mais l'était-elle vraiment ?

A l'époque de la crise orientale, l'Autriche–Hongrie commence à renoncer à sa politique de soutien inconditionnel de la Turquie, dans les Balkans parce qu'elle voit la possibilité de s'y étendre elle-même. Elle était hostile à la création d'autonomies nationales dans les Balkans parce qu'elle craignait les autonomies slaves qui pouvaient aboutir à un Etat slave uni, ce qui du reste, devait arriver quelques décennies plus tard, lors de la décomposition de la double monarchie. Avec ses vues sur les Balkans, et en premier lieu, sur la Bosnie et l'Herzégovine, l'Autriche–Hongrie excitait les visées annexionnistes des Slaves, de la Serbie et du Monténégro vers le sud ,et en premier lieu vers les terres albanaises. C'est ainsi que, tout en protégeant le plus souvent les intérêts albanais dans sa rhétorique politique, l'Autriche –Hongrie les blessait dans sa pratique. Comme on le verra plus tard, elle n'hésitera pas à compenser avec des terres albanaises les prétentions serbes et monténégrines sur la Bosnie et l'Herzégovine qui n'avaient pu encore se concrétiser. Elle conclut avec la Serbie un traité par lequel ,si « la Serbie était en position d'acquérir des territoires à sa frontière sud ». Plus tard, lorsque la chute de l'Empire ottoman lui apparaîtra comme inévitable, elle se prononcera pour la création de l'Etat albanais, mais elle tiendra pour souhaitable « que Durres et Vlore aillent à l'Autriche – Hongrie » puissance peu sûre, elle ne protégeait les intérêts albanais que lorsque les siens étaient menacés de façon sensible par les Slaves..

LA RUSSIE ; la politique russe dans les Balkans a constamment été une politique anti-albanaise. Le panslavisme russe dans le Balkans n'a d'yeux que pour les Slaves du Sud ! La Russie excite et soutient leur politique

d'expansion. Elle aide les Slaves à former leurs Etats nationaux mais des Etats la Grande Bulgarie ,la Grande Serbie et le Grand Monténégro. Et ceux qu'elle soutenait à cette époque rêvent de la concrétisation des idées des panslavistes russes bien connus, lesquels voulaient, comme l'atteste un bon connaisseur de leur idéologie, que la Russie incarne la tête, les Polonais la poitrine ,les Tchèques les muscles, les Serbes les jambes et les autres Slaves le bouclier d'un colosse euro-asiatique devant lequel l'Europe entière tremblerait ! La Russie s'oppose, en 1869, aux efforts des Albanais en vue de la création, dans l'avenir d'un Etat albanais indépendant idée contre laquelle ses voisins slaves s'enlevaient unanimement .En bref, la politique russe n'était pas différente de la politique soviétique : elle était ouvertement anti-albanaise.

L' ANGLETERRE : la politique anglaise à l'égard des Albanais n'était ni celle de Autriche–Hongrie ni celle de la Russie ; elle tenait un peu de l'une et de l'autre !L' Angleterre avait un intérêt vital à empêcher l'accès de la Russie au Bosphore et aux Dardanelles, et de là aux terres et aux mers d'où elle pourrait contrôler le canal de Suez qui était la route la plus courte pour se rendre aux Indes .C'est pour cela qu' elle menait une politique de sauvegarde du statu quo dans les Balkan, autrement dit une politique de prolongation de la vie de l'Empire ottoman. Si la Russie pratiquait dans les Balkans d' extension des Slaves du Sud, l'Angleterre en contrepoids menait une politique d' extension des Grecs. Et ces deux politiques ,l'une d' extension des Grecs, l' autres d' extension des Slaves, pouvaient amener de discorde entre la partie grecque et la partie slaves, dans la mesure où leurs visées pouvaient se réaliser aux dépens de la troisième partie, la partie albanaise. L'Angleterre favorise la pénétration de la Grèce vers le nord parce qu' elle espère un contrepoids aux Slaves. Elle ne voyait pas assez que les Grecs ne pouvaient tenir le rôle d'une digue contre l'expansion slave dans les Balkans, et cela d' abord pour des raison politiques et religieuses. La politique anglaise de soutien de l' extension grecque vers le nord dans un but de prévention de le pénétration slave ne paraît pas appelée à des succès, si l'on se place dans une perspective historique .Les idéologues de la Renaissance nationale albanaise étaient naturellement tout à fait hostiles à cette politique, non seulement parce qu' elle blessait gravement les intérêts du peuple albanais, mais aussi parce qu' ils étaient convaincus que les Grecs ne pouvaient endiguer l'expansion slave. Le principal leader de la Ligue de Prizren, Abdul Frashëri écrivait : « Le jour viendra où l' Europe sera convaincue que les Albanais sont plus utiles à la cause de l' humanité et à celle de la civilisation qu'aucun autre peuple de l' orient ».

L' ALLEMAGNE est l'Etat européen à propos duquel les Albanais se sont exprimés avec le plus de faveur ; c'est aussi celui dont ils ont été le plus dédaignés, au moment le plus décisif pour leur destin. Dans l'histoire politique albanaise, le chancelier Bismarck se signale par deux traits honteusement anti-albanais dont l'un ruisselle de cynisme et l'autre d'hypocrisie. Bismarck se permet de dire à Abdyl Frashëri- qu'il avait reçu, de manière non officielle après

de nombreuses démarches que, pour lui « il n'existait pas de nation albanaise » et que « l'Albanie n'est qu'une expression géographique »⁷. Et voici le second trait : lors des efforts qu'il fit pour faire entrer l'Italie dans la Triplice, Bismarck crut légitime de promettre de récompenser sa fidélité « avec le cadeau qu'on pouvait faire avec Nice, la Corse et l'Albanie »⁸. Sa politique ne sera pourtant pas la politique constante de l'Allemagne vis-à-vis de l'Albanie. Quand le rapport des forces se modifiera en Europe, la politique allemande changera vis-à-vis de la question albanaise, mais il était alors bien tard pour les Albanais.

L'ITALIE ; partagée en plusieurs petits Etats, menacée dans son ensemble par des puissances qui en occupaient des morceaux, l'Italie atteint son unité un an avant l'Allemagne. Dès cet instant, elle ne quitte pas des yeux l'autre rive de l'Adriatique. Comme les liens des Albanais avec l'Italie étaient plus anciens et plus profonds qu'avec aucun autre Etat occidental, comme l'Italie était leur plus proche voisine parmi les grandes puissances européennes. Les relations de la partie catholique de l'Albanie avec l'Italie n'avaient jamais été coupées, pas même depuis la domination turque, comme il y avait en Italie un nombre considérable de descendants d'arberesh qui avaient joué un rôle notable dans le mouvement de Renaissance nationale italienne. Les Albanais espéraient qu'ils seraient soutenus au moins par l'Italie dans leur efforts pour une juste solution de leur question nationale pour la conservation de l'intégrité de leur territoire ethnique et pour la création d'un Etat albanais indépendant. Mais les raisons qui motivaient les espérances des Albanais n'étaient en rien celles qui motivaient la politique italienne à leur égard. Le rôle de l'Italie dans l'orchestre des grandes puissances était plus limité que celui de ses autres membres. Elle s'était glissée tardivement dans le club de l'élite européenne. C'était encore plus tard qu'elle avait joué un rôle de premier plan dans la péninsule balkanique, et à un moment où ses intérêts avaient rencontré deux rivales de poids, l'Autriche – Hongrie et la Russie. Même réveillée tardivement même reconnue plus tardivement encore comme puissance européenne, l'Italie ne manquait ni de perspectives ni de maestria politique et diplomatique pour jouer un rôle toujours plus manifeste, notamment dans la politique balkanique des grandes puissances. Sans doute, comme le disait l'arrogant Bismarck, « l'appétit lui est venu avant les dents » ; elle montre toutefois rapidement dans les Balkans ses dents politiques. A cette époque, d'ailleurs, la question albanaise devient un élément important de la politique italienne. Malheureusement, l'intérêt croissant de l'Italie pour la question albanaise ne protège pas les Albanais des grandes injustices qu'ils subissent de la part de leurs voisins balkaniques et de leurs grands protecteurs européens.

⁷ W.N. Medlicott, Bismarck, Gladstone and the Concert of Europe, Londres – 1956 P-75 cité Ceshtja Shqipetare R. Qosja p-41.

⁸ A. F. Pribam, Les Traités politiques secrets de l'Autriche – Hongrie, Paris 1923 p-279 idem Ceshtja Shqipetare p-41.

Et plus tard, lorsque ses dents auront bien grandi, l'Italie prendra part, elle aussi aux nouvelles injustices qui seront faites aux Albanais ! Les Albanais qui précèdent prouvent que, même si au moment de la crise orientale, les grandes puissances n'ont pas eu et ne pouvaient avoir des attitudes identiques vis-à-vis de la question albanaise. On peut en donner pour raison qu'à cette époque aucune des grandes puissances ne reconnaissait les Albanais en tant qu'entité politique, en tant que groupe ethnique ou en tant qu'habitants d'un territoire ! Elles ignoraient « la solidité de la nation albanaise, peuple d'une particulière cohésion aux points de vue historique, linguistique, territorial et culturel »⁹ L'attitude de la Grèce, qui qualifiait de Grecs les Albanais orthodoxes, celle de la Turquie, qui qualifiait de Turcs les Albanais musulmans, les touchaient beaucoup plus que la conscience nationale du peuple albanais dont ni l'idéologie byzantine ni l'idéologie ottomane n'étaient parvenues, au cours des siècles à anéantir l'identité. Ainsi donc, à l'ouverture du Congrès de Berlin où étaient prises les premières décisions relatives à l'établissement d'un nouvel ordre dans les Balkans et en Europe, les Albanais étaient occupés par l'Empire turc, menacés par les prétentions de leurs voisins, Serbie, Grèce et Monténégro et, enfin méprisés par les grandes puissances

2 :2 :3 :Les trois actes du drame Albanais !

Cette politique bien préparée n'a pas tardé à donner les résultats. Le premier acte du drame albanais se joue le 3 mars 1878, dans la petite ville de San Stefano, près d'Istanbul, c'est -à -dire près de la cité où pendant plusieurs siècles, s'était décidé le sort des Albanais. Le deuxième acte se jouera dans la capitale allemande Berlin. Le troisième acte dans la capitale anglaise, Londres trente-quatre ans après. Les auteurs, les metteurs en scène, les scénographes et les protagonistes seront les mêmes.

Excités et préparés militairement par la Russie, la Serbie et le Monténégro entrent en guerre en 1876 contre la Turquie. Le Monténégro remporte des succès, mais la Serbie est rapidement battue. En raison de ces défaites qui peuvent amener la Serbie à être menacée par l'armée turque, mais en raison, aussi et surtout, des motifs pour lesquels elle a poussé à entrer en guerre la Serbie et le Monténégro, la Russie déclare la guerre à la Turquie en avril 1877. Encouragée par la victoire russe, la Serbie entre à nouveau en guerre en 1877 et parvient à occuper un territoire plus ou moins vaste avec notamment les villes de Nis, Pirot, Leskovac, Prokupje etc, où vivent beaucoup d'Albanais et de musulmans. Les défaites infligées par la Russie, la Serbie et le Monténégro obligent la Turquie à rechercher un armistice, à accepter les conditions que lui propose la Russie et à souscrire à un traité de paix qui est signé dans la petite ville de San Stefano près d'Istanbul. Le traité de San Stefano exprime le grand rôle joué par le facteur slave dans le règlement de la question d'Orient.

⁹ Abdul Frashëri, dans *Messenger de Vienne* 3 mai 1878 p-5 ; cité R. Qosja, *Ceshtja Shqipetare* p-40.

La Serbie obtient son indépendance et du même coup, un accroissement de territoire limité (sa guerre avait été médiocre) en direction du Kosovo et du Sandjak. Le Monténégro obtient son indépendance et un accroissement territorial considérable : outre Podgorica , Gacka, Niksic Spuz et Zabljak, il reçoit aussi Tivar, Plave, Guci et la région de Rugove.

Le grand bénéficiaire de San Stefano est la Bulgarie : constituée en Etat indépendant, cette Grande Bulgarie s'étend du Danube à la mer Egée et de la mer Noire jusqu'au cœur de Albanie, sur une superficie de 175 500 kilomètres carrés. Elles reçoit un vaste territoire albanais avec les villes de Korça, Pogradac, Struga, Diber, Kicevo, Gostivar, Tetovo, Kumanovo et Kaçanik, territoire dans lequel les Albanais constituent la très grande majorité de la population, quand ils ne la constituent pas toute entière. Les grandes puissances n'étaient pas d'accord avec ce traité. Ce n'est pas parce qu'il viole le principe ethnique dans la solution de la question d'Orient, mais c'est avant tout parce que la Russie devint une superpuissance européenne et orientale qui acquiert, dans les Balkans une prépondérance qui compromet l'instable équilibre balkanique.

Le désaccord des grandes puissances envers le traité de San Stefano aurait pu durer des années sans la reine Victoria qui soutenue par l'opinion publique britannique, obligea le Premier ministre Disraeli à commander une croisière de la flotte britannique dans le Bosphore. Cette flotte constituant, comme l'ont dit les contemporains, l'argument principal susceptible d'amener les contractants à une révision du traité dans le cadre du forum européen le plus complet qu'on ait vu jusqu'alors, le Congrès de Berlin.

Celui-ci ouvre ses travaux le 10 juin 1878, c'est-à-dire trois mois à peu près après la signature du traité de San Stefano ; parmi les participants, on compte de grandes puissances comme l'Autriche-Hongrie et l'Italie qui ont des raisons de défendre la question albanaise contre le danger slave !

Le désaccord des grandes puissances envers le traité de San Stefano avait éveillé des espérances chez les Albanais, car ils pouvaient éviter le démembrement de leurs territoires. Toutefois, leurs espérances sont vite enterrées devant les portes du bâtiment du Congrès, car il n'est pas permis aux représentants albanais d'y prendre part de manière officielle : au Congrès de Berlin, les terres albanaises sont considérées comme « possession turque » et les Albanais comme « ressortissants turcs » ! Le peuple le plus ancien des Balkans, le peuple albanais, qui avait démontré son originalité, son identité propre par sa langue, sa culture, son histoire, sa lutte contre l'occupation ottomane était ainsi devenu un peuple fantôme, pour la seule raison que les deux tiers d'entre eux avait accepté la foi musulmane. Lors de ce forum européen la parole n'est donnée qu'à ceux qui prétendent aux terres albanaises, la Serbie, la Monténégro, la Grèce ,la Bulgarie.

Que vont-ils réclamer ?

Les représentants bulgares veulent s'étendre partout où s'étendait l'Etat bulgare au Moyen Age. Toutefois au Congrès de Berlin si la Bulgarie est

reconnue comme Etat indépendant, sa superficie est réduite de 172 500 à 63 700 kilomètres carrés

Les représentants de la Grèce ne sont pas plus modestes dans leurs réclamations que les Bulgares, puisqu'ils demandent l'Epire, la Thessalie, la Crète et le sud de la Macédoine. Les grandes puissances promettent la Thessalie et l'Epire, soit en tout ,une superficie de 20 304 kilomètres carrés de terres nouvelles, ce qui ferait passer le pays à 51 860 kilomètres carrés. Dans les territoires promis à la Grèce, les kazas d'Ajdonati ,de Margelliç, de Louros et de Preveza en çameri, et ceux de Janina et de Parga habités en majorité par des Albanais

Les représentants de la Serbie, outre les terres dont elle s'est emparée pendant la guerre, en 1877-1878, outre l'agrandissement qui lui a été accordé par le traité de San Stefano, réclament aussi le Kosovo et le plateau du Dukagjin. La Serbie, cependant, n'obtient pas le Kosovo au Congrès de Berlin. La Serbie est entrée au Congrès de Berlin avec une superficie de 34 000 kilomètres carrés. A l'issue de celui-ci ,un mois après, elle en sort avec une superficie bien augmentée de 48 000kilomètres carrés, mais la Serbie est maintenant à la porte du Kosovo, qu' elle passera avec facilité quand se jouera le troisième acte du drame : « Démembrement des terres albanaises ».

Les représentants du Monténégro au Congrès de Berlin réclament encore davantage que ce qui leur a été accordé à San Stefano. Ils demandent encore Shkoder et d' autres territoires d'Albanie du Nord où il n'y avait jamais eu un seul Monténégrin. Finalement, on leur donne plus que la Russie et eux-mêmes ne s'y attendent : on leur reconnaît l'indépendance et outre les districts de Niksiç, Spuz ,Zabljak et Podgorica, peuplées de Monténégrins, on leur octroie les districts albanais de Plave, Guci, Tivar, et Rugove. Le Monténégro est entré au Congrès de Berlin avec une superficie d'environ 4 700 kilomètres carrés. Il en sort, trente jours plus tard, avec une superficie doublée : 9 100 kilomètres carrés, sans compter une sortie sur l' Adriatique, le droit de faire naviguer ses navires dans le lac de Shkoder et dans le fleuve Buna, et la reconnaissance internationale de son indépendance.

Après le Congrès de Berlin, les intérêts contradictoires ne peuvent dans l'espace balkanique ni se heurter ni se concilier sans leur intervention. Les Albanais voient tout à fait clairement que c'est au cours de ces années que va se décider leur avenir :ou ils quittent l'édifice impérial turc en voie de disparition, ou ils sont écrasés par lui dans sa chute ; ou ils deviennent un peuple libre dans un Etat indépendant, ou ils sont partagés par leurs voisins balkaniques et perdent définitivement leur nom de nation.

La révolte dans laquelle ils se jettent est l'expression de la conscience qu'ils ont eu alors de cette situation. Du point de vue politique comme du point de vue militaire, il est très important pour les Albanais de n'être pas isolés dans leur révolte, mais au contraire d'être aidés par leurs voisins. Leur révolte, au fond est une lutte contre celui qui les occupe tous depuis tant de siècles, contre

l'Empire ottoman sous le joug duquel des Serbes, des Grecs, des Monténégrins, des Bulgares et des Roumains vivent encore. Bien qu'à Belgrade à Cetinje, à Athènes le morcellement des territoires albanais, désignés sous le nom d'« héritage balkanique de l' Empire ottoman », soit réclamé de façon toujours plus tonitruante. Les chefs de la révolte albanaise ne manquent pas d'appeler leurs voisins balkaniques à une révolte commune contre la Turquie. Toutefois, ils ne reçoivent de réponse nette et inconditionnelle d'aucun d'entre eux parce que les voisins balkaniques ont d'autres plans, qu'ils ne veulent pas faire connaître aux Albanais. Les réponses des cercles politiques militaires grecs monténégrins et serbes aux demandes de soutien et de collaboration des chefs albanais ne sont pas inattendues ; la Serbie, la Grèce et le Monténégro ne pouvaient être pour les Albanais que de nouveaux occupants, non des compagnons de lutte ! En définitive, ces Etats s'étaient mis d'accord quelques années auparavant pour le partage des parties des Balkans encore occupées par la Turquie. La position historique des Albanais est en vérité absurde ! Ils sont pris en ciseau entre les anciens occupants qu'ils connaissent bien, les Turcs, et les nouveaux candidats à l'occupation qu'ils ne vont pas tarder à connaître. S'ils luttent contre la Turquie, ils facilitent la tâche des nouveaux occupants, mais s'ils ne le font pas ils courent le risque d'être engloutis avec elle. C'est une situation que l'audace et la chance peuvent résoudre mieux que l'habileté politique !

La guerre balkanique, commencée à l'automne de l'année 1912, ne dure pas longtemps. Elle prend fin par une victoire complète des alliés balkaniques sur la Turquie et par leur occupation de la plus grande partie des terres albanaises qui relevaient alors de celle-ci. La Serbie occupe l'Albanie orientale et centrale ; le Monténégro, l'Albanie du nord jusqu'au Mat ; la Grèce, l'Albanie du Sud jusqu'à Korça. Cette question qui était au cœur des problèmes balkaniques, les voisins la « résolvent » en accord avec leurs visées déjà anciennes, par le démembrement des territoires albanais .

Un petit triangle échappe seul à l'occupation, entre Lushnje, Vlore et Berat, et c'est dans la ville la plus connue de ce triangle, à Vlore, que se réunissent les chefs de la révolte qui, le 28 novembre 1912, y proclament l'indépendance de l'Albanie dans ses frontières ethniques, c'est-à-dire d'une Albanie qui devait comprendre l'ensemble des territoires où les Albanais forment la majorité de la population.

En dehors des voisins balkaniques, d'une part, et des Albanais, d'autre part les grandes puissances, ont elles aussi leur idée sur la solution de la questions albanaise. Les Etats balkaniques n'épargneront pas leurs efforts politiques diplomatiques et militaires pour réduire l'Albanie à néant mais les grandes puissances, elles aussi, vont vite considérer comme nécessaire de se mêler de leurs intrigues et de la question albanaise en général. Le forum européen dans lequel vont se produire tous les efforts de construction de cette nouvelle architecture politique-étatique des Balkans, c'est la Conférence des

ambassadeurs de Londres, qui commence en décembre 1912 et dure jusqu'en août 1913. Convoquée par les puissances européennes dans le dessein de résoudre la crise des Balkans et d'y établir un nouvel ordre de justice et de paix. Cette conférence fonctionnera au niveau des ambassadeurs, y participeront ceux d'Allemagne, de France d'Autriche – Hongrie, de Russie d'Italie et le ministre britannique des Affaires étrangères, Edouard Grey qui présidera les réunions. La conférence de Londres traite de trois aspects particuliers de la question albanaise : le statut de l'Albanie, l'organisation de ce jeune Etat, et enfin le problème des frontières. La troisième question au programme de la Conférence des ambassadeurs de Londres, la plus importante pour les Albanais c'est celle de leurs frontières. Elle constitue le troisième acte du drame « Démembrement des terres albanaises » et elle en fut le plus long, le plus émouvant et, pour tout dire, le plus tragique. Bien des drames fondés sur le thème des frontières ont été joués sur la scène européenne, par des petits et grands peuples mais jamais, dans aucun d'entre eux on n'a autant lésé un état qu'on ne l'a fait pour l'Albanie ; jamais un peuple ne fut nié à ce point ! On présente à la conférence des ambassadeurs de Londres, dès le début de ses travaux, cinq projets pour la fixation des frontières entre l'Albanie et ses voisins balkaniques :

1. Le projet serbo- monténégrin
2. Le projet grec
3. Le projet albanais
4. Le projet russe
5. Le projet austro-hongrois .(cf, carte)

Que proposent-ils ?

Le projet serbo- monténégrin suggère que la frontière septentrionale de l'Albanie soit fixée au fleuve Mat et sa frontière orientale au Drin et au lac d'Ohrid. Resterait à la Serbie le Kosovo, la Macédoine (dans la partie occidentale de laquelle les Albanais constituaient une écrasante majorité), une part de l'actuelle Albanie septentrionale et un accès aux rivages albanais, à Durres ou à Lezhe

Le mémorandum que les représentants serbes à la Conférence de Londres remettent, le 8 janvier 1913, au gouvernement anglais et aux ambassadeurs des grandes puissances, plus intéressant que les projets cartographiques de la Serbie et du Monténégro, s'efforce de justifier leurs demandes territoriales dans les Balkans, et avant tout en Albanie .

Ces arguments permettent de voir que la Serbie ne s'attendait pas à ce que la Conférence de Londres approuve dès le début « le principe de l'indépendance albanaise » . Obligés donc d'accepter « un pareil Etat albanais », les représentants serbes s'efforcent de faire savoir aux grandes puissances qu'il dépend d'eux de décider des frontières de ce nouvel Etat et de leurs droits sur ces terres . « Nous pourrions, disent-ils, placer en première ligne le droit de conquête puisque c'est sur la base de ce droit que les Turcs se sont appropriés toutes nos terres ; mais nous, cependant , ce que nous mettrons en première ligne,

ce sont nos arguments historiques, ethnographiques et culturels c'est-à-dire nos droits moraux »¹⁰ Mais s'il fallait prendre en considération de tels critères pour déterminer l'appartenance politique et étatique des terres balkaniques, que veulent couvrir du voile de leur « droit » les représentants serbes, alors ce pourrait être aussi celui de l'Italie, « en tant qu' héritière légitime des droits et des traditions » de l' Empire romain qui a dominé les Balkans pendant plusieurs siècles, celui de la Grèce, héritière de l' Empire byzantin qui a dominé les Balkans après la chute de l'Empire romain, celui de la Turquie, héritière de l' Empire ottoman qui a dominé les Balkans pendant près de cinq siècles. En s'appuyant sur ce « droit historique », l'Italie, ou la France ou la Grèce ou la Turquie pourraient venir réclamer aujourd'hui la moitié de l'Europe, puisqu'ils l'ont eue quelques jours en main. La France pourrait même réclamer un morceau de Russie puisque, en 1812, Napoléon est allé jusqu'à Moscou.

Dans le mémorandum qu'il présente, au début de janvier 1913, à la conférence des ambassadeurs de Londres, le gouvernement grec réclame la Thessalie habitée principalement par des Grecs et aussi, une part du vilayet de Janina, la totalité de la Camerie et -une part de l'Albanie du sud la région d'Himara, parce qu'elle dépend totalement de Corfou sur le plan économique et qu'elle est complètement coupée de l'hinterland albanais !

Le premier projet présenté par un Etat balkanique à la Conférence des ambassadeurs de Londres en vue de la détermination des frontières de l'Albanie est le mémorandum du gouvernement provisoire de Vlore comme on appelait encore le gouvernement de l'Albanie. Il y est souligné que le peuple albanais « constitue le groupe ethnique le plus compact, le plus homogène et le plus important de la péninsule balkanique » que « par son origine et sa langue, ses coutumes et son caractère, il diffère absolument des peuples voisins et que tout cela lui a donné une individualité propre grâce à laquelle il a su s'opposer à toutes les tentatives d' assimilation ».

En décembre 1912, le projet austro –hongrois est également présenté à la Conférence. Il repose aussi, sur une carte où figurent les frontières de l'Albanie, qui y connaît un bien meilleur sort que dans le projet russe, ou russo – français. La ligne de la future frontière part de l'embouchure de la Buna, suit la vieille frontière turco –Monténégrine, passe en dessous de Plave et Guci puis au dessous de Peje Gjokove et Prizren laissés à l'Albanie, atteint au sud – est Diber et Ohrid, également laissés à l'Albanie et au sud Janina, toujours laissée à l'Albanie qui conserve ainsi tous les territoires où les Albanais forment la majorité de la population. Comme on peut l'observer, le projet austro-hongrois fait des efforts pour dépasser les différences entre les demandes des voisins balkaniques d'un côté et celles des Albanais de l'autre ..A la Conférence de Londres on donne à la Serbie le Kosovo, soit 10690 kilomètres carrés, où la population albanaise forme une écrasante majorité et la Macédoine, soit 25713

¹⁰ Archives diplomatiques du Secrétariat fédérale aux Affaires étrangères. Section politique 1913, fond 5 ; Cité Ceshitja Shqipetare R. Qosja p-84.

kilomètres carrés, dans la partie occidentale de laquelle des Albanais constituent également une écrasante majorité. Cela revient à dire qu'à la suite de cette conférence, la Serbie s'agrandit de plus de 36000 kilomètres carrés. Avant la guerre russo-turque et serbo-turque de 1876-1878, la Serbie comptait en tout 37 700 kilomètres carrés ; après cette guerre et le traité de Berlin, 48 300 kilomètres carrés. Après les guerres balkaniques et la conférence des ambassadeurs de Londres, la Serbie atteindra plus de 80 000 kilomètres carrés. A la Conférences de Londres on donne aussi au Monténégro 7000 kilomètres carrés environ de terres nouvelles, peuplées de 240 000 habitants ; dans la plus grande partie de celles-ci, les Albanais constituent la totalité ou la plus grande partie de la population. Avant la guerre russo-turque serbo-turque et turco-monténégrine de 1876 -1878, le Monténégro comptait 4700 kilomètres carrés ;après cette guerre et le Congrès de Berlin, il s'accroît de 4 400 kilomètres carrés. Après les guerres balkaniques et la Conférence de Londres, le Monténégro aura 13 812 kilomètres carrés. Avec les frontières fixées à la conférence des ambassadeurs de Londres, les campagnes fertiles du Kosovo du plateau de Dukagjin, de Pollog, de Prespa, de Tuzi de plave et de Guci où les Albanais formaient soit la totalité, soit l'écrasante majorité de la population restent en dehors des frontières de l' Albanie, tandis que ,de son côté à elle ne subsistent que des rochers !

Bien que la Conférence de Londres ait reconnu l'Albanie comme Etat indépendant, ses décisions relatives à ses frontières avec les Etats voisins plongent le peuple albanais dans un grand désespoir. Et comment n'en aurait-il pas été ainsi ? Plus de la moitié de la population et plus de la moitié de ses territoires ethniques, dans lesquels les Albanais constituent la totalité ou l'écrasante majorité de la population vont rester hors de l'Albanie, sous la domination de ses voisins. C'est le plus grand désespoir d'une population qui a vécu bien des malheurs au cours de son histoire. D'autant plus que l'injustice qui leur est faite provient de ceux dont ils ne l'attendaient pas.

Ils désespéraient de la France, de ce berceau de la Révolution, qui avait donné au monde la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, l' idée de la Liberté de l' Egalité et de la Fraternité entre les peuples.

Ils désespéraient de l'Italie, mère de Dante comme de Garibaldi et seconde patrie de tant d' Albanais !

Ils désespéraient de l'Allemagne, terre de grands penseurs et de linguistes, historiens, d'hommes de science qui avait écrit sur les Albanais avec tant d'amitié !

Ils désespéraient de l' Angleterre, berceau de Shakespeare de la démocratie parlementaire !

Ils désespéraient de l'Europe en général de la civilisation judéo-chrétienne à laquelle les Albanais appartenaient primitivement et de laquelle ils avaient été soustraits contre leur gré !Ils s'étaient attendus à la justice et on leur avait donné l' injustice. Ils s'étaient attendus à la création d'un Etat national

et on ne leur en avait pas même donné la moitié. Ils s'étaient attendus à la paix et on leur avait donné l'insécurité . Ils s'étaient attendus à être libérés d'un occupant pluriséculaire et on leur avait donné une nouvelle occupation et de nouveaux occupants .

Les décisions du Congrès de Berlin incitent les Albanais à l'émigration, non seulement en Serbie méridionale et dans les territoires reconnus au Monténégro, mais aussi dans cette partie de l'Epire, c'est-à-dire de l'Albanie méridionale, qui a été promise à la Grèce. Dès que les grandes puissances ont conseillé à la Turquie et à la Grèce d'améliorer le tracé de leur frontière au profit de l'Etat grec, les Albanais, les Turcs et les représentants des autres groupes ethniques non grecs comprennent qu'il leur faut décamper s'ils ne veulent pas subir le sort de leurs compatriotes de Serbie méridionale, du Monténégro et de Bulgarie ; et avant même que la frontière ne bouge, bien des familles albanaises prennent la route de l'exil, les unes vers le sandjak de Monastir, les autres vers Berat et Elbasan, la plus grande partie vers la Turquie .

TROISIEME PARTIE.

3 :3 :1 : Le Kosovo dans les projets -programmes serbes

La première guerre mondiale arrête l'élan colonisateur de la Serbie dans le Kosovo et en Macédoine comme celui du Monténégro dans le plateau du Dukagjin, dans le Sandjak et dans les autres régions albanaises qu'il a occupées dans le Hot et le Grude ainsi qu'à Plave et à Guci. Ce fut une guerre tragique, à laquelle prirent part de nombreux Etats européens et qui engloba l'Albanie comme les Albanais demeurés sous le pouvoir des alliés balkaniques .

Au seuil de la seconde Guerre mondiale, la question albanaise inquiète la Serbie plus que jamais depuis les guerres balkaniques. Les raisons de cette inquiétude découlent de la situation intérieure, en particulier des contradictions entre les différentes nationalités, ainsi que de la position de la Yougoslavie dans les nouvelles données de la politique européenne. Cette question albanaise dont s'étaient surtout préoccupées, depuis la création de la Yougoslavie en 1918, la gendarmerie, l'armée et les commissions de colonisation commence à occuper aussi d'autres institutions, politiques, scientifiques et culturelles. En dépit de la déportation des Albanais et de la colonisation de leurs terres, les efforts visant à dénationaliser les régions albanaises occupées lors des guerres balkaniques n'ont pas donné le résultat espéré ; les Albanais sont encore nombreux, même plus nombreux que lors de leur occupation ! Dans les relations politiques et diplomatiques toujours plus complexes avec l'Europe et le monde, on estime que l'augmentation du nombre des Albanais peut devenir dangereuse

politiquement et stratégiquement, pour la Yougoslavie. Après l'arrivée au pouvoir de Mussolini en Italie et de Hitler en Allemagne, il s'est créé en Europe différentes alliances politiques économiques et militaires ; il s'est dessiné des sphères d'influence par lesquelles la Yougoslavie se sent sinon menacée, du moins dédaignée en tant que force créée pour l'équilibre, voire pour la domination dans les Balkans ! L'Albanie, liée si étroitement à l'Italie qu'elle semble pelotonnée sous son protectorat même si ce n'est pas encore officiellement un protectorat paraît à la Yougoslavie plus forte qu'elle ne peut l'être. Les Croates, les Slovènes et de-ci de-la, les musulmans eux – mêmes expriment d'une voix toujours plus forte leur mécontentement du sort qui est le leur dans une Yougoslavie dominée politiquement, économiquement et militairement par la Serbie. C'est pourquoi les cercles officiels serbes qui dirigent, sous l'étiquette yougoslave, la politique intérieure et extérieure du pays, ont hâte de résoudre au plus vite et de la façon la plus définitive cette question albanaise qui les tourmente toujours et qui devient alors un des problèmes les plus discutés dans la vie culturelle comme dans la vie politique de la Serbie. Le traitement de cette question est organisé par trois institutions : le ministère des Affaires étrangères de Yougoslavie, l'Académie des sciences et des arts et le club culturel serbe. C'est ainsi, par exemple, que prennent part aux réunions organisées par le ministère des Affaires étrangères de Yougoslavie des représentants des différentes institutions serbe et yougoslave : du ministère des Affaires intérieures de l'état-major de l'armée yougoslave, du ministère de la Réforme agraire, du ministère de l'Enseignement, de la Santé et de la Politique sociale, de l'Académie serbe des sciences et des arts. On y recherche la réponse la plus complète et la plus convaincante à la question suivante : Comment hâter et réaliser l'exode des Albanais mais avec les conséquences politiques les plus réduites pour la Yougoslavie et son prestige dans le monde ?

C' était le club culturel une société semi-officielle dans laquelle on discute très fréquemment et de façon fort sérieuse de la question albanaise

Le projet programme le plus complet a été présenté au club culturel par Vasa Cubrilović, historien futur membre de l'Académie serbe des sciences et des arts et de l'Académie russe des sciences, connu, du moins pour un temps, comme homme politique après la seconde Guerre mondiale. Le projet d'expulsion des Albanais est présenté au club culturel serbe le 7 mars 1937 et le pouvoir serbe a pris soin de le garder secret.

Selon le point de vue de Vasa Cubrilović et de ceux qui pensent comme lui et qui l' ont chargé de dresser son projet, cette expulsion présente une importance stratégique considérable pour les Serbes comme pour les Macédoniens et les Monténégrins et même pour les Slaves du Sud qui composent la Yougoslavie.

Le coin albanais bloque un espace des plus importants puisqu'il bloque les vallées qui coulent des Balkans vers la mer Noire et la mer Egée. Celui qui contrôle cette position stratégique dispose dans une large mesure du sort de la

partie centrale des Balkans, et particulièrement de sa route principale par la Morava et le Vardar. Ce n'est pas par hasard que c'est là, dans cet espace qu'eurent lieu les grandes batailles qui décidèrent du sort de toute la région : la bataille des Nemanides contre les Grecs ; la bataille des Serbes (en réalité de la coalition balkanique) contre les Turcs en 1389 ; la bataille de Jean Hunyade (et de Skanderbeg) contre les Turcs en 1448.

Si l'historien Vasa Cubrilović dans son projet sur l'expulsion des Albanais, traite de la question des Albanais de Yougoslavie comme d'une question « intérieure » à celle-ci l'écrivain Ivo Andrić s'occupe de la question albanaise dans son ensemble, c'est à dire comme d'un problème de politique extérieure de la Yougoslavie. C'est 1939 qu'il rédige son projet

Le projet d'Ivo Andrić analyse la politique de la Serbie, puis de la Yougoslavie envers l'Albanie depuis les guerres balkaniques jusqu'en 1939. C'est en fait, une évaluation historique de la chronologie des événements qui ont jalonné les efforts de la Serbie, du Monténégro et de la Grèce et de l'Italie en vue du morcellement de l'Albanie. Et comment partage-t-il ce pays ?

Suivant sa conviction, la Yougoslavie doit placer la frontière de l'Albanie là où les représentants serbes l'ont voulu lors de la conférence de Londres : aux fleuves du Mat et du Drin noir.

Après Ivo Andrić c'était un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères de Yougoslavie, Ivan Vukotić présente aussi le sien. Selon lui il conviendrait de s'entendre avec l'Italie pour le partage définitif de l'Albanie c'est à dire de l'ensemble des terres Albanaises

Si les visées annexionnistes d'Ivo Andrić se limitent à l'Albanie du Nord jusqu'au Mat et au Drin noir, Ivan Vukotić a des exigences beaucoup plus grandes ; Il voudrait que la Yougoslavie occupe en plus de l'Albanie du Nord et une partie de l'Albanie centrale.

Parmi les projets, celui d'Etienne Moljević peut être considéré comme un des projets – programmes nationaux les plus sataniques : son titre est des plus significatifs : Serbie homogène. Le projet – programme d'Etienne Meljević ne parle pas beaucoup de l'Albanie et des Albanais. Toute fois d'après ce qui y est dit, on voit clairement que, selon la Serbie homogène la question albanaise serait résolue, une bonne fois pour toutes, par la disparition des Albanais de leurs terres au moyen d'une expulsion collective vers la Turquie.

3 :3 :2 : Le Kosovo après la Seconde Guerre mondiale

Les Albanais n'acceptent pas de vivre dans l'esclavage. C'est la mentalité serbe qui pose problème, car elle ne peut fonctionner sans qu'il y ait d'opprimés.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, la question albanaise revient sur la scène balkanique. Le régime d'occupation imposé en 1941 par l'Italie fasciste aux Albanais du Kosovo, de la Macédoine occidentale et de parties

albanaises du Monténégro diffère profondément de celui instauré en 1912 par les alliés balkaniques et rétabli ensuite, en 1918 par le royaume des Serbes Croates et Slovènes. Leur situation dans le royaume de Yougoslavie est la raison pour laquelle un grand nombre d'Albanais vécurent comme une libération l'établissement du régime italien : l'arrivée des Italiens, même si elle s'appelle aussi occupation, fait naître chez eux l'espérance d'être traités autrement qu'ils ne l'ont été par l'occupant précédent, et qu'ainsi pourra se réaliser leur vœu historique : l'union avec la mère patrie. L'Italie et l'Allemagne après elle prirent soin de faire croire aux Albanais qu'il ne s'agissait pas là de vaines espérances. De fait, l'Italie et l'Allemagne, qui avaient participé au Congrès de Berlin (1878), quand celui-ci a décidé le démembrement de l'Albanie, et à la Conférence des ambassadeurs de Londres (1912 –1913) quand ce dépeçage fut complètement réalisé, accomplirent la volonté des Albanais de Yougoslavie et annexèrent à l'Albanie une grande partie de leurs territoires. Dans les territoires albanais de Yougoslavie, le pouvoir italien prit un ensemble de mesures destinées à gagner la confiance de la population et à se garantir d'une propagande communiste toujours plus envahissante. Les Albanais qui avaient été jusqu'ici les citoyens les plus persécutés et les plus exploités du royaume de Yougoslavie se retrouvaient tout à coup citoyens de l'Albanie, cet Etat dont ils avaient été séparés par la force et qu'ils aimaient tant. On leur permit d'utiliser librement leur drapeau et leurs autres symboles nationaux, de chanter librement et debout leur hymne national –qu'ils n'avaient osé écouter depuis trente ans – d'employer librement leur langue nationale, à côté de l'italien, dans les relations officielles.

Toutefois ce changement de sort politique, effectué sous le couvert de l'Italie ne satisfaisait pas le plus grand nombre des Albanais. Ils étaient conscients que ce changement de sort était d'abord un changement d'occupants ; ils savaient qu'il y avait l'Italie et l'Allemagne perdraient sûrement la guerre et que la question albanaise serait à l'ordre du jour des vainqueurs. C'est la conscience de cette situation bien plus que les modifications sociales amenées par les occupations, italienne puis allemande qui explique les grandes oppositions qui marquent la vie politique albanaise de cette époque .

Dans cette période le parti communiste yougoslave est convaincu que dans le Kosovo et, d'une manière générale, dans les pays habités par les Albanais en Yougoslavie, il n'est pas possible d'organiser et de développer une lutte fructueuse contre les occupants italiens puis allemands sans l'aide de ceux qui composent l'écrasante majorité de la population. C'est pour cette raison que, dès les premiers jours de la guerre, les communistes mènent des actions de propagande pour se concilier politiquement les Albanais. Mais comment faire ?

Avec une promesse d'amélioration de leur situation sociale ? Avec la promesse de reconnaître leurs droits culturels ? Avec la promesse de garantir leurs droits de citoyens ? Finalement, toutes ces promesses relatives aux « droits » ne font plus impression sur les Albanais. C'est un langage politique qu'ils ont

souvent entendu, en temps de guerre et en temps de paix, dans la bouche des chefs de parti et des politiciens, qui ne leur a jamais apporté aucun bien et auquel ils n'ont jamais eu raison de croire. Les communistes yougoslaves promettent aux Albanais ce qu'ils désirent par-dessus tout-en fait, la seule chose capable de se les concilier : ils leur promettent qu'après la guerre, si le mouvement communiste l'emporte, il leur sera possible de décider eux –mêmes de leur destin, de décider avec qui ils veulent vivre, avec la Yougoslavie ou avec l'Albanie. Ces promesses résonnent de façon d'autant plus convaincante qu'elles ne sont pas seulement exprimées par les communistes qu'ils connaissent au Kosovo, mais aussi dans les organes les plus élevés et dans les forums les plus importants du P C Y ; elles sont exprimées au quatrième Congrès du parti communiste de Yougoslavie, où l'on reconnaît expressément aux Albanais et aux Hongrois le droit à l'autodétermination .

Comme les plus vieux des communistes albanais le révéleront beaucoup plus tard, après la guerre, les communistes yougoslaves leur avaient dit expressément : « Si la Révolution l'emporte en Yougoslavie, mais non pas en Albanie, alors les Albanais de Yougoslavie y resteront ; en revanche, si la Révolution l'emporte à la fois en Yougoslavie et en Albanie, la question kosovar sera résolue par l'autodétermination. Etant donné que la majorité du Kosovo est albanaise, il est sûr que le Kosovo se réunira à Albanie »¹¹

C'est pour cette raison que le Comité régional du PCY pour le Kosovo et le Dukagjin, prenant en compte les conceptions du CC du PCY sur la solution après guerre de la question albanaise, tient à son tour la conférence bien connue de Bujan qui a lieu dans la Malésie de Gjakove du 31 décembre 1943 au 2 janvier 1944. Sur 61 délégués convoqués 49 y prennent part : 41 Albanais, 7 Serbes ,et 1 musulman, auxquels il faut ajouter 10 délégués de l'Armée albanaise de libération nationale. Si la Conférence de Bujan a été connue et abondamment commentée par les historiens, les juristes et les hommes politiques albanais et serbes particulièrement après 1981, c'est grâce à la résolution qui y fut adoptée et qui résout la question albanaise par la notion d'union à l'Albanie des territoires albanais de Yougoslavie. Il y est dit, entre autres : « Le Kosovo et le plateau du Dukagjin constituent une région habitée en majorité par une population albanaise qui désire aujourd'hui comme elle l'a toujours fait, sa réunion à l'Albanie .C'est pourquoi nous considérons comme un devoir d'indiquer la bonne route que doit prendre le peuple albanais pour réaliser ses aspirations. La seule route que doit suivre le peuple albanais pour se réunir à l'Albanie, c'est la lutte commune, aux côtés des autres peuples de la Yougoslavie, contre le sanguinaire occupant nazi et ses mercenaires, car c'est la seule voie pour gagner la liberté dans laquelle tous les peuples et par conséquent le peuple albanais lui aussi, auront la liberté de décider eux–mêmes de leur

¹¹ Brank Hovart, Kosovsko pitanje, Zagreb 1988, p-56 ; Cité Ceshtja Shqipetare R. Qosja p-165.

destin grâce à un droit d'autodétermination allant jusqu'à la sécession ...»¹². Leurs soupçons ne vont pas tarder à s'approfondir pour de multiples raisons. Plus la victoire du mouvement partisan, dirigé par le parti communiste de Yougoslavie, devient évidente, plus il devient clair que les communistes yougoslaves ne tiendront pas les promesses faites aux Albanais de Yougoslavie avant et pendant la guerre.

Dans la première Constitution de la Yougoslavie communiste, le Kosovo est qualifié d'unité autonome administrative- territoriale au sein de la Serbie. Cette unité porte le nom de Cercle autonome du Kosovo et de la Metohija. Les raisons pour lesquelles le nom de Kosovo devient, dans la Constitution, « Kosovo et Metohija » sont à peu près les mêmes que celles qui avaient conduit au partage des Albanais en trois républiques yougoslaves : briser son unité linguistique, géographique, historique, voire ethnique ! La Constitution de 1963 introduit avec un sens juridico-constitutionnel la notion de nationalité à la place de la notion de minorité nationale, mais elle n'a absolument rien changé au sort des Albanais. Toutefois, elle annonce les changements qui vont se faire par la suite. Ces changements se feront sur la base des amendements constitutionnels adoptés en 1968 et, tout particulièrement, en 1971. Il n'est pas douteux que la Constitution de 1974 a répondu en partie aux aspirations constamment exprimées par les Albanais depuis la guerre, ou plutôt depuis l'échec de leurs efforts de réunion à l'Albanie. Elle était une compensation naturelle aux efforts déployés sans succès pendant la guerre pour atteindre le but dicté par leur histoire, la réunion à l'Albanie. Mais ce serait cependant une erreur de croire que le statut juridique et constitutionnel défini pour le Kosovo par la Constitution de 1974 a été la solution de la question kosovar. D'abord parce que l'amélioration du statut des Albanais du Kosovo qui constituent les deux tiers du nombre total des Albanais de Yougoslavie, n'a amélioré en rien celui du troisième tiers, ensuite parce que, malgré tout, l'autonomie du Kosovo restait jalousement surveillée par la Serbie. Les Albanais ne se seraient sentis garantis que s'ils avaient été libérés de la souveraineté serbe, alors que les dirigeants du Parti et de l'Etat serbe n'étaient pas disposés à abandonner leur domination sur le Kosovo. L'histoire yougoslave de ces quarante-cinq ans est sans contredit l'histoire du renforcement du pouvoir d'Etat des républiques et de l'autonomie dans les régions, c'est-à-dire l'histoire de la démocratisation progressive de son fédéralisme. Ce processus de démocratisation était combattu en Serbie, soit parce qu'il minait les bases du système de domination serbe en Yougoslavie en général, soit parce qu'il renforçait politiquement et économiquement l'élément albanais en Serbie et en Yougoslavie, élément considéré comme dangereux pour l'intégrité de l'Etat serbe. Peu après 1981, sur la base d'une demande formulée par la direction serbe, la direction du Parti et de l'Etat au niveau fédéral donne son accord pour

¹² Résolution dans Keshilli popullor i krahines Autonome te Kosove-Metohise(1943-1953) ; cité E verteta mbi kosovven dhe Shqiperine ne Jugosllavi Tirane 1990 p-390-391.

une analyse du statut de région autonome du Kosovo et de la Voïvodine, tel qu'il est établi par la Constitution de 1974. La demande serbe prétendait mensongèrement qu 'il n'était pas question de changer le statut des régions mais seulement, comme on n'arrêtait pas de le répéter, de réaliser « l'unité et la communauté de la Serbie, puisque les régions en ont été séparées ». Il était clair cependant pour tous ceux qui connaissaient les dispositions politiques des cercles politiques et intellectuels serbes qu 'il s'agissait fondamentalement d'engager une politique de restriction du statut des régions, laquelle pourrait même aboutir à leur disparition totale. Le 28 juin 1989 sur la colline appelée Gazimestan, près de Prishtine, la Serbie fête sa victoire constitutionnelle qui sera bien évidemment une victoire à la Pyrrhus. Ce que la Serbie fête comme une victoire, c'est en réalité sa défaite ! Pourquoi la fêter ? Juste six cents ans auparavant, le 28 juin 1389, l'armée serbe (en fait, une coalition balkanique) dirigée par le knjaz Lazare subissait au Kosovo une tragique défaite lors d'une bataille menée contre l'armée du sultan Mourad ! le 28 juin 1914 Gravrilo Princip avait commis un attentat contre le prince autrichien François – Ferdinand et sa femme Sophie, et cet attentat avait mené à la Première Guerre mondiale ! le 28 juin 1921, on avait approuvé à Belgrade la prétendue Constitution de Vidovdan qui ne reconnaissait en Yougoslavie que trois peuples, les Serbes, les Croates et les Slovènes, les autres étant considérés comme n'existant pas. Elle organisait la Yougoslavie en un Etat centralisé ,avec une unité de pouvoir et de territoire ,un Etat qui permettait aux Serbes de dominer et d'exploiter sauvagement tous les autres peuples !Le régime de Slobodan Milosevic lie donc la célébration au Gazimestan de ce jour mythique de la mythologie médiévale serbe à l'asservissement du Kosovo. Cette démonstration préméditée et arrogante de la force serbe n'inquiétera pas seulement les Albanais, qui cependant la supporteront avec dignité, mais aussi nombre de pays, et les représentants diplomatiques n'y participeront pas. La question du Kosovo, et avec elle la question albanaise, ne sont plus seulement l'affaire de la Serbie et de la Yougoslavie.

3 :3 :3/ Les conceptions des Etats balkaniques sur la solution de la question du Kosovo !

Comme les Albanais sont un peuple balkanique la question du Kosovo intéresse au plus haut point les Etats balkanique, et de façon toute particulière ceux qui ont des frontières communes avec l'Albanie. On peut supposer que les intérêts particuliers des pays purement balkaniques pour la question albanaise ont des raisons qui leur sont propres ; aussi bien ces intérêts ont –ils des tendances diverses .

Slovénie..

Pendant qu' elle faisait partie de la Yougoslavie, la Slovénie s'intéressait assez à la question albanaise, et particulièrement à la question du Kosovo. Si les hommes politiques slovènes ont été, jusqu' assez tard, obligés de

s'en tenir à la plate- forme yougoslave sur la question du Kosovo, les intellectuels slovènes ont été les premiers dans l'ex –Yougoslavie à l'avoir contestée à se dresser pour soutenir les droits humains et nationaux des Albanais et leur droit à autodétermination. Dans les interventions ou les différentes déclarations qu' ils font sur la question du Kosovo, les intellectuels slovènes, à ce qu' on voit, n'ont pas changé d' attitude : ils insistent constamment sur le droit des Albanais de l'ex-Yougoslavie à décider eux-mêmes de leur destin.

Croatie.

En raison de la présence de Serbes sur son territoire et de ses relations délicates avec la Serbie, la Croatie était soucieuse de ne pas l'inquiéter par son attitude envers la question du Kosovo et de n'inquiéter ni les Macédoniens, ni les Monténégrins par son attitude envers la question albanaise. Les officiels croates contestent le droit des Albanais à l' indépendance non pas parce qu' ils sont fondamentalement hostiles à l'indépendance du Kosovo, mais parce qu' ils sont hostiles à celle de la Krajina. Mais la question du Kosovo et celle de la Krajina sont de dimensions différentes, sur le plan ethnique comme sur le plan historique :au Kosovo, la question concerne environ deux millions d'hommes et, dans la Krajina, environ 200 000 !

Bosnie- Herzégovine.

Du temps, de la Yougoslavie, la Bosnie – Herzégovine, comme la Croatie s'intéressait assez à la question du Kosovo. Mais l'élément serbe déterminait, là aussi, l'attitude de cette république vis-à-vis de la question albanaise .

Après la désintégration de celle-ci ,la Bosnie-herzégovine se désintégra très vite de facto et la tragédie guerrière ne laissa pas la possibilité à son gouvernement de penser beaucoup à la question albanaise, une fois acceptée la partition de l'ex-république de Bosnie-Herzégovine en trois états , la Bosnie musulmane soutiendra l'indépendance du Kosovo.

Roumanie.

Parmi les Etats balkaniques, c'est la Roumanie qui montre le moins d'engagement vis-à-vis du Kosovo et de la question albanaise. Et cette neutralité, compréhensible et peut-être nécessaire, est causée par les relations traditionnelles de la Roumanie d'une part avec les Albanais, d'autre part avec les Serbes. La neutralité de la Roumanie est également conditionnée par sa situation intérieure. En effet, au sein même de la Roumanie, en Transylvanie, il y a de nombreux Hongrois ;en conséquence, sa politique vis-à-vis de la question albanaise peut devenir une mesure d' appréciation de sa politique vis-à-vis de la question hongroise. Mais la question du Kosovo et la question hongroise ne sont pas de même niveau historique, politique ou social :la Transylvanie est une île au milieu de la Roumanie, tandis que le Kosovo et les autres territoires albanais de l'ex-Yougoslavie ont une continuité géographique tant entre eux qu' avec l' Albanie

Turquie.

La politique de la Turquie, vis-à-vis de ce problème a été jusqu' à présent une politique « rhétorique » qui visait à faire plaisir aux Albanais et non pas à soutenir leur cause avec détermination, non parce qu'elle se refusait fondamentalement à une juste solution de la question du Kosovo. Mais parce qu' elle craignait que son soutien à cette question ne l'amène nécessairement à accepter une solution identique au problème kurde :La Turquie s'est clairement déclarée, ces derniers temps, en faveur d' une solution de la question du Kosovo par la reconnaissance du droit à l'autodétermination.

Bulgarie.

Même si elle n'a pas de frontières communes ni avec l' Albanie ni avec des pays albanais, la Bulgarie a constamment montré un intérêt soutenu pour la question :la Macédoine est frontalière de l'Albanie et de nombreux Albanais vivent en Macédoine. La Bulgarie reconnaît la Macédoine comme étant l' Etat des Macédoniens, mais non comme étant l' Etat des Albanais ;elle est donc d' accord avec le traitement injuste de la question albanaise dans cet Etat .La Bulgarie, cependant, ne reconnaît pas les Macédoniens comme nation ; elle pourrait donc souhaiter une désagrégation de la Macédoine, qui amènerait la réunion de la partie macédonienne du pays à la Bulgarie et celle de la partie albanaise à l' Albanie.

Grèce.

Les relations particulièrement amicales avec la Serbie, fondées sur des liens historiques et par-dessus tout ,sur une appartenance religieuse commune , font donc que la Grèce soutient davantage les conceptions officielles de la Serbie ou de la Macédoine que celle de l'Albanie pour la solution du Kosovo.

Macédoine.

La politique macédonienne envers l'Albanie est sans aucun doute aujourd'hui une politique multiforme, parcourue de contradictions visibles :la question des Albanais au Kosovo est traitée suivant une série de critères et celle des Albanais en Macédoine suivant une autre et, au fond ,la première est aussi injuste que la seconde. Les officiels macédoniens pensent que la question albanaise doit se résoudre en Macédoine par la reconnaissance des droits l' homme et des droits culturels, tandis que la question du Kosovo doit se résoudre par la reconnaissance de son autonomie dans le cadre de la Serbie et par suite, de la Yougoslavie (Serbie et Monténégro).

CONCLUSION.

Quelle pourrait être cette solution juste et définitive de la question du Kosovo qui rendrait enfin le peuple albanais égal aux autres peuples des Balkans, et qui résoudrait ainsi, du même coup, la question balkanique dans son ensemble ?

Comme il a été exposé dans ce mémoire, on a donné à ces questions des réponses plus ou moins différentes durant ces quatre-vingt dernières années c'est-à-dire depuis que la question albanaise existe dans son contenu actuel : réponses différentes en théorie et en pratique suivant différentes parties en cause .

Toutes les « solutions » de la question du Kosovo en Yougoslavie envisagées jusqu'à ce jour sont dépassées. Même celle qu'a proposée la Constitution de 1974 n'a pas représenté une réponse juste ; c'est pour cela qu'elle a été rejetée par le peuple albanais en 1981. Cette solution est en effet dépassée pour deux raisons fondamentales : la première, c'est que la Yougoslavie, à l'intérieur de la quelle elle avait été construite n' existe plus. Les Albanais ne sont pas non plus une minorité nationale dans le cadre de la Yougoslavie étroite d'aujourd'hui, comme l'appellent eux même la Serbie et le Monténégro. Ils constituent *la moitié du peuple albanais, dans leurs territoire ethniques et historiques* qui s' étendent au- delà des frontières de la Macédoine ,de la Serbie et du Monténégro avec l' Albanie, et qui ont une unité ethnique et géographique entre eux comme avec l'Albanie, il vit autant d'Albanais, soit environ trois millions d'êtres humains.

Si dans l'ex – Yougoslavie, à l'intérieur de leurs territoires historiques et ethniques, en continuité géographique avec l'Etat albanais, vivent autant d'Albanais qu'en Albanie, il est compréhensible qu' on puisse dire que ceux –ci tant dans l'ex Yougoslavie que dans la Yougoslavie d'aujourd'hui (Serbie et Monténégro)et dans l'ancienne république yougoslave de Macédoine, ne constituent pas une minorité nationale mais un peuple partagé. En conséquence on ne peut considérer ou traiter la question albanaise comme une question de minorité nationale, mais bien comme *la question d'un peuple partagé.*

La question du Kosovo est *une question coloniale*, car son statut est un statut colonial .Ce n'est donc pas un hasard si l'auteur français Paul Garde le décrit ainsi : « Une majorité musulmane à natalité élevée, une minorité chrétienne politiquement et économiquement dominante mais de natalité faible : situation coloniale »¹³

Cette situation des Albanais, ne date ni d'aujourd'hui ni des douze ou treize dernière années à partir desquelles elle a été connue. Elle a été la conséquence constante de leur position coloniale ; ce qui a rendu cette situation possible, puis systématique et permanente c'est bien ce statut de communauté ethnique placée dans une position coloniale, sous domination étrangère ! Le Kosovo possède de grandes richesses naturelles. Les ressources minières du Kosovo, parmi lesquelles on compte des matières premières stratégiques n'ont pour ainsi dire jamais été travaillées sur place :La Serbie maintient aujourd'hui encore le Kosovo dans une position de type colonial non seulement en vue de l'exploitation de ses richesses naturelles, mais aussi pour des raisons

¹³ Pol Garde op, cit, p-228 ; cité Ceshtja Shqipetare R. Qosja p-250.

démographiques. Jusqu'à maintenant, on a distingué quatre cycles de colonisation du Kosovo .Avant la Seconde Guerre mondiale et après la Seconde Guerre Mondiale la Serbie a principalement installé au Kosovo son excédent de force humaine et, avec lui, de nombreux experts qui n'arrivaient pas à s'employer dans les autres régions de la Yougoslavie. Elle voulait ainsi atteindre un double but : d'une part résoudre son problème de chômage, d'autre part modifier la composition ethnique de la population .

Le coup de force de 1989 complété par la nouvelle Constitution serbe de 1990, a donné naissance à un cinquième trait distinctif, peu enviable, du Kosovo :il est la seule région d' Europe où l' Etat a utilisé toutes ses forces, pour priver de leurs droits la majorité des habitants de ladite région, instituant un vrai *régime d'apartheid*.. Aucune autre région d'Europe, même parmi les plus troublées (pays basque ,Irlande du Nord) ne connaît un tel phénomène de ségrégation faisant de 90%de la population des citoyens de second ordre, il est la seule région où l' Etat utilise sa force armée pour *expulser et déplacer les populations, avec des massacres à la clé* .

A l'occasion des guerres en Croatie et en Bosnie un nouvel acteur est apparu sur la scène yougoslave. Pour faire court je l'appellerai l'« occident ». Les diplomates de ces pays, et d'autres encore, avaient d'abord affronté les problèmes yougoslaves avec une forte dose d'ignorance et d'incompréhension. L'expérience de la Bosnie leur a peu à peu enseigné quelques leçons, jusque-là ignorées :que les dirigeants balkaniques et, avant tout, ceux du camp serbe, principaux responsables des conflits, ne comprennent que la force ; Les pays occidentaux sont maintenant convaincus de la nécessité d'éviter l'erreur commise en Bosnie. Lorsqu'un conflit apparaît dans cette région, on ne doit pas attendre quatre ans avant de chercher à le régler. Au contraire, il faut agir sans perdre de temps et se montrer prêt à employer la force, le cas échéant, pour contraindre les parties en conflit à accepter une solution susceptible de ramener la paix dans la région.

Pendant ce temps, la diplomatie occidentale ne reste pas inactive. Richard Holbrooke, négociateur américain de Dayton, se rend à Belgrade et menace Milosevic d' une intervention militaire. Il obtient un accord par lequel la Serbie s'engage à retirer une partie de ses forces et à admettre la présence, au Kosovo , de « vérificateurs »étrangers civils recrutés par l'OSCE et chargés de surveiller le respect, par la partie serbe, des accords signés et des droits de l'homme dans la province. On constate vite que l'accord n' est pas appliqué et que la situation continue de se dégrader. En janvier 1999, un massacre se produit dans le village de Racak, dans le sud du Kosovo, et montre à l'évidence que les engagements pris ont permis à Milosevic de gagner du temps et de retarder l'intervention redoutée, tout en continuant le nettoyage ethnique.

Rambouillet.

Le groupe de contact prépare une solution politique au problème en fonction, des préoccupations rappelées plus haut. Et, au bout du compte, une

conférence est réunie à Rambouillet le 6 février 1999. La solution proposée par le groupe de contact à Rambouillet comprend un « volet politique » et un volet « militaire ». Le premier répond aux préoccupations déjà énumérées : maintien des frontières de la RFY, mais octroi au Kosovo d' une « autonomie substantielle » avec élection contrôlées par l'OSCE ;gouvernement ; Parlement composé de deux chambres, représentant l'une les citoyens, l'autre les différentes communautés ethniques ;respect des droits des diverses communautés en matière de langue, religion enseignement ; et amnistie . Le « volet militaire »,fondé sur l' idée qu'on ne peut pas ajouter foi aux promesses des dirigeants serbes, répond au souci de mettre l'autonomie ainsi définie à l'abri d'un nouveau coup de force de Belgrade semblable à celui de 1989

Les frappes aériennes.

Le 24 mars, l'Otan commence une campagne de bombardements quotidiens sur la RFY, qui durera jusqu'au 10 juin, soit 79 jours.

L'expulsion des populations albanaises de leurs villages, l' incendie de leurs maisons et les massacres avaient commencé depuis plus d' un an. Mais, à partir du 24 mars, l'opération devient systématique et touche même les villes Pristina, Mitrovica, Pec Djakova, Prizren, etc, qui, jusque-là, avaient été épargnées. Le nombre des déplacés atteint presque le million, soit plus de la moitié des Albanais du Kosovo. Il paraît presque certain que le but final du pouvoir serbe est l'élimination totale de cette population, ou sa réduction à un pourcentage infime. C'est ce que l'on l'appelle, à Belgrade, la « solution du problème démographique du Kosovo »,depuis longtemps préconisée par la propagande . On sait que ce projet avait été déjà formulé à la veille de la Deuxième Guerre mondiale par l'académicien serbe Vasa Cubrilovic. Il était accepté ces derniers temps par une bonne part de l'opinion publique en Serbie :un sondage réalisé au début de 1998 montre que « presque la moitié des Serbes pensent que le problème du Kosovo pourrait être résolu par une expulsion massive des Albanais au-delà des Monts Maudits » (c'est -à- dire en Albanie). C est précisément ce plan qui à été mis en œuvre par Milosevic au cours du printemps 1999. C'est la pus grande opération génocidaire menée en Europe depuis la deuxième Guerre mondiale, et le moyen le plus sûr de pérenniser le pouvoir serbe sur cette province.

Après deux mois de bombardements, environ devant la multiplication des frappes à objectif économique et les signes de lassitude de l'opinion serbe, le pouvoir yougoslave s'est vu contraint de faire des concessions majeures et d'accepter presque tout ce qu' il avait refusé à Rambouillet. Les forces multi nationales avec des membres principaux de l'Alliance se déroulent sur place (Britannique au centre, Français au nord ,Italiens à l'ouest, Allemands au sud ,Américains à l'est) Le retour des Kosovars chez eux a provoqué l'exode de l'autre coté chez les Serbes les quels ont quitté le Kosovo de peur de vengeance des Kosovar. De l'autre coté les Albanais qui vivent dans la comune de Medveda région du sud-est de la Serbie et les villages de Tpale, Ravna Banja et

Sijarinska Banja situés à l'extérieur du Kosovo n'ont pas les conditions nécessaires pour vivre là bas et, depuis la fin de la guerre et le retrait de l'armée yougoslave ont fait le mouvement de repli vers la province placée sous le protectorat occidental .

Comme on ce voit depuis cette partie des Balkans se poursuit l'« homogénéisation ethnique », mais je pense qu' aucun peuple victime de la violence ne peut recouvrer sa sérénité s'il ne lui est pas rendu justice. Les Albanais ne feront sans doute pas exception à cette règle. On ne peut leur demander d'être angéliques dans un monde où la barbarie continue de sévir à grande échelle.

Et à la fin l' accord signé le 9juin 1999 qui a mis fin aux frappes de l'Otan contre la Serbie, réaffirme la souveraineté de la Yougoslavie sur le Kosovo. Est -ce une décision réaliste ? A mon avis il y a une contradiction évidente dans cet accord qui pose le principe de la souveraineté et de l' intégrité de la Yougoslavie, mais tout en stipulant la présence d'une administration internationale et de forces de l'Otan. Or de mon point de vue, la souveraineté et l' autorité serbes sont directement touchées dès lors que l'on établit une autorité internationale. On a donc d' un coté le jeu diplomatique, la recherche d' un équilibre entre les différentes parties Serbes, Russes et, disons, les démocratie relevant de ce qu' on appelle la communauté internationale et, de l'autre, la réalité sur le terrain. Celle-ci je pense débouchera progressivement sur une situation nouvelle et sur un statut modifié. Le résultat final peut-être sera différent de ce que prévoyait l'accord. Tel est déjà le cas puisque les lois serbes ne sont plus en vigueur au Kosovo et que le deutsche mark s'est substitué au dinar yougoslave. Le statut modifié d'après mon avis peut – être le KOSOVO

1)SOIT UN ETAT NEUTRE SOUS UN PROTECTORAT INTERNATIONAL ORIENTE VERS L'ALBANIE ET LA SERBIE ,ET OUVERT AUSSI SUR LA MACEDOINE ET LE MONTENEGRO.

2)Soit l'actroi au Kosovo du statut d' Etat fédéré au sein de la RFY au même titre que le Monténégro.

Je pense que les deux possibilités sur le statut modifié du Kosovo, vont arriver au cours des années. La reconstruction du Kosovo par la MINUK (Mission des Nations Unies pour le Kosovo) pourrait être un facteur facilitant l'accès des Kosovars à l' indépendance. Ce qui est très important maintenant c'est la mise en place du pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, par une contribution massive des démocraties occidentales à la stabilisation et à la reconstruction de toute la région balkanique, comme cela a été promis lors de la guerre du Kosovo. Ce soutien requiert un engagement quotidien, surtout au

Kosovo même, sur ce sol où un peuple entier s'est trouvé face à un dilemme : se transplanter ou être enselvi...

Pourquoi de telles solutions ?

A mon avis la première solution ça veut dire : *gagner la guerre, gagner la paix*. Tout d'abord comme je le dis dans les pages précédentes les Albanais du Kosovo ne sont pas une minorité, mais une unité ethnique et géographique qui à cause de décisions injustes dans le passé est restée hors des frontières d'ALBANIE

Pendant toute l'histoire les Serbes ont suivi une politique coloniale et de nettoyage ethnique au Kosovo.

Avant la guerre et surtout pendant la période de guerre là bas règne une haine collective des deux côtés surtout à Mitrovica ;

Même les petits enfants albanais ont vu en plein jour leurs maisons brûler, leurs proches tués et massacrés et pour eux ce sera difficile d'oublier ces scènes.

La machine de guerre serbe n'a pas été détruite et ce régime criminel est toujours en place. Je n'envisage d'ailleurs pas de changement rapide à Belgrade, où l'opposition est faible et divisée. Même si elle gagne du terrain, sa mentalité est encore trop proche de celle du régime de Milosevic. Les groupes militaires sont puissants. Il est donc important que la communauté internationale continue de percevoir la région comme une zone problématique. Il faut y maintenir une forte présence internationale, militaire et civile, y favoriser le développement des organisations non gouvernementales (ONG) et d'une presse indépendante .

Il serait donc raisonnable pour l'Europe de soutenir le droit à l'indépendance du Kosovo, c'est à dire à l'autodétermination des Kosovars, et de prendre ouvertement parti contre la politique de l'Etat serbe colonialiste et fasciste qui malheureusement, met en danger la stabilité des Balkans .Les arguments juridiques ne manquent pas.

Enfin une cohabitation paisible est possible, mais pas avec les criminels de guerre.

La deuxième solution, à mon avis ça veut dire *gagner la guerre, perdre la paix et le Balkan restera à l'avenir une poudrière*. Le principe du fédéralisme repose aussi sur une participation des Etats fédérés au pouvoir fédéral (constituant, législatif et exécutif) et il est loin d'être sûr que les Kosovars acceptent de s'y rallier. Plus généralement, l'histoire récente a montré que le fédéralisme fonctionne rarement longtemps quand il n'existe pas un minimum de volonté commune des populations et, dans le cas présent, il est difficile d'imaginer un processus de réconciliation

En même temps la question du Kosovo est une question importante pour les Balkans parce qu'elle conditionne le présent et l'avenir de plus de trois millions d'Albanais en Albanie même. On ne peut croire que l'Albanie pourra se pacifier, développer une société véritablement démocratique et construire des institutions libérales tandis que, de l'autre côté de la frontière, la moitié de ce peuple continuera sans cesse davantage à subir l'histoire au lieu de la créer.

Et pour finir dans les Balkans, nous sommes tous des petits. Les Serbes aussi. Il y a six ou sept millions d' Albanais, six ou sept millions de Serbes, neuf millions de Bulgares, dix millions de Grecs. Il faut comprendre que nous sommes tous des petits, il faut collaborer être amis demain, s'intégrer, chacun là où il est. Ce n'est pas une tragédie .

-&-

Sources et bibliographie

- Ceshtja shqiptare ,R .Qosja 1995,Drita,Tirane ;*
- Ceshtja kosovare I .Rugova 1994, 8 Nendori, Tirane ;*
- L' histoire des Balkans, Georges Castellan ;Histoire des Balkans ;Fayard-1991.*
- La revue internationale et stratégique Hiver 1999-2000.*
- Le monde 28 janvier 1999,*
- Politique internationale nr 81 automne 98, p-227-240 ; nr84 été1999, p 12-44 ;45-61 ;*
- Revue Le spectacle du monde juillet –août 1999 ;*
- Le Monde diplomatique Mars 00*

